

ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE- 176

du 16 MAI 2025

**mettant en demeure la Ressource Recovery France de respecter certaines prescriptions
pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Dieuze**

**Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle
chargé de l'administration de l'État dans le département**

- Vu** le code de l'environnement, notamment son article L.171-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 16 janvier 2023 portant nomination de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** le décret du 9 avril 2025 nommant M. Laurent Touvet, préfet du Pas-de-Calais et sa prise de fonction à compter du 28 avril 2025 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 modifié autorisant la société Het à exploiter une installation de valorisation de pneumatiques usagés par broyage sur le territoire de la commune de Dieuze ;
- Vu** la notification du 8 février 2024 relative au changement d'exploitant avec transfert de l'autorisation d'exploiter d'une installation de valorisation de pneumatiques usagés par broyage sur le territoire de la commune de Dieuze à la société Ressource Recovery France ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-DCAT-BEPE-146 du 17 juillet 2024 autorisant la société Ressource Recovery France à réaliser des essais pilotes de valorisation de broyats de pneumatiques par pyrolyse sur la commune de Dieuze ;
- Vu** le rapport du 11 mars 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le courrier préfectoral du 20 mars 2025 informant la société Ressource Recovery France de la mise en demeure envisagée à son encontre et du projet d'arrêté préfectoral correspondant ;

Vu l'absence de réponse de la société Ressource Recovery France au projet d'arrêté dans le délai imparti ;

Considérant que l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 stipule que [...] le bassin de rétention de 500 m³ visé à l'article 4.3.8 peut assurer cette fonction, sous réserve de la mise en place d'une alarme sonore et visuelle permet de maintenir en permanence un volume minimal disponible de 240 m³ correspondant au volume nécessaire pour recueillir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie. Le confinement des eaux d'extinction incendie est réalisé par l'actionnement d'une vanne d'isolement ou tout autre dispositif équivalent. L'exploitant établit une procédure définissant les modalités de mise en œuvre de ce confinement en cas d'incendie. Cette procédure est affichée à l'intérieur de l'établissement et à proximité du lieu concerné. Elle est bien connue du personnel. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des ICPE. L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des ICPE tous les justificatifs correspondants [...] » ;

Considérant que la société Ressource Recovery France est tenue de respecter les dispositions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant l'avis favorable du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du 30 mai 2024 sur la modification du projet d'aménagement intégrant une réserve incendie de 400 m³ ;

Considérant que la société Ressource Recovery France a démontré que la capacité prévue est de 400 m³ en adéquation avec l'avis du SDIS ;

Considérant que l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 modifié susvisé, sera modifiée en cohérence avec l'avis du SDIS susmentionné ;

Considérant que lors de l'inspection réalisée le 21 février 2025, il a été constaté qu'aucune réserve d'eau incendie n'est opérationnelle sur le site ;

Considérant que l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-DCAT-BEPE-146 du 17 juillet 2024 dispose que les installations [...] sont pourvues de moyens permettant une intervention efficace contre l'incendie, adaptés aux risques encourus, notamment d'une réserve d'eau incendie située à moins de 200 mètres de l'installation présentant une capacité minimale de 480 m³ ;

Considérant que la société Ressource Recovery France est tenue de respecter les dispositions de l'article 10 arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-DCAT-BEPE-146 du 17 juillet 2024 susvisé ;

Considérant que lors de l'inspection réalisée le 21 février 2025, il a été constaté :

- que le volume du bassin confinement des eaux incendie n'a pas pu être justifié,
- qu'aucune procédure n'est rédigée afin de définir les modalités de mise en œuvre du confinement des eaux en cas d'incendie ;
- qu'une alarme est présente à proximité du bassin, mais non fonctionnelle ;

Considérant par conséquent que certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-DCAT-BEPE-146 du 17 juillet 2024 ne sont pas respectées ;

Considérant que l'article 26 bis (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation indique que les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie [...] ;

Considérant que l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-DCAT-BEPE-146 du 17 juillet 2024 précise que [...] les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits ;

Considérant que la société Ressource Recovery France est tenue de respecter les dispositions de l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé et de l'article 4.3.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 ;

Considérant que lors de l'inspection réalisée le 21 février 2025, il a été constaté :

- que seule la partie du site qui accueille l'installation de pyrolyse est imperméabilisée,
- que le reste du site accueillant notamment l'installation de broyage des pneumatiques (origine de l'incendie) et différents stockages de pneumatiques aux différentes étapes du processus ne sont pas imperméabilisés,
- que l'exploitant n'a pas justifié que les eaux d'incendie sont recueillies et envoyées au bassin de confinement ;

Considérant dès lors que les effluents susceptibles de s'écouler sur le site lors d'un sinistre ne sont pas intégralement recueillis et s'infiltrent dans les sols ;

Considérant par conséquent que les prescriptions relatives à l'article 26 bis (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et à l'article 4.3.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 ne sont pas respectées ;

Considérant que ces manquements sont de nature à engendrer des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose que : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : respect des prescriptions

La société Ressource Recovery France, dont le siège social est situé Zac des Salines à Dieuze (57260), est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, pour l'exploitation de ses installations situées à Dieuze :

- dans un délai de 3 mois :

- les prescriptions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-DCAT-BEPE-146 du 17 juillet :
« Les installations liées aux essais industriels sont pourvues de moyens permettant une intervention efficace contre l'incendie, adaptés aux risques encourus, notamment d'une réserve d'eau incendie située à moins de 200 mètres de l'installation [...] »
- les prescriptions de l'article 4.3.11 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 modifié :
« [...] Le bassin de rétention de 500 m³ visé à l'article 4.3.8 peut assurer cette fonction, sous réserve de la mise en place d'une alarme sonore et visuelle permet de maintenir en permanence un volume minimal disponible de 240 m³ correspondant au volume nécessaire pour recueillir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie.
Le confinement des eaux d'extinction incendie est réalisé par l'actionnement d'une vanne d'isolement ou tout autre dispositif équivalent.

L'exploitant établit une procédure définissant les modalités de mise en œuvre de ce confinement en cas d'incendie. Cette procédure est affichée à l'intérieur de l'établissement et à proximité du lieu concerné. Elle est bien connue du personnel. Elle est tenue à la disposition de l'Inspection des ICPE. L'exploitant tiendra à la disposition de l'Inspection des ICPE tous les justificatifs correspondants [...] ».

- dans un délai de 6 mois :

- les prescriptions de l'article 26 bis (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé :
« Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. [...] ».
- les prescriptions de l'article 4.3.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 susvisé :
« [...] Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits. »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Ressource Recovery France et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Sarrebourg – Château-Salins et au maire de Dieuze.

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'État
dans le département,

Richard Smith

Délais et voies de recours

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.